

Le GÉNOCIDE de Srebrenica : pourquoi LA HOLLANDE A FAILLI à sa MISSION

Manfred Gerstenfeld

Manfred Gerstenfeld est président du conseil d'administration du Centre de Jérusalem pour des Affaires Publiques (JCPA) ; il est aussi consultant international, spécialisé dans les affaires et la stratégie environnementale auprès des cadres des sociétés multinationales.

Une accusation infamante

Au mois de juin 2007 le cabinet d'avocats hollandais Van Diepen Van der Kroef a déposé une plainte contre l'État de Hollande et les Nations Unies devant la Cour Suprême de Hollande au nom de dix familles dont des membres ont été assassinés à Srebrenica et de la Fondation des mères de Srebrenica.¹ On a rarement vu une accusation plus infamante adressée à une nation

démocratique. Elle met en cause la Hollande pour son incapacité à assurer la protection des victimes du génocide de 1995.

Les plaignants font valoir que ceux qu'ils mettent en cause ont été coupables de nombreuses fautes et de manquements à leurs obligations. Les Hollandais avaient envoyé dans la zone de sécurité des Nations Unies des soldats mal équipés et insuffisamment préparés, qui n'étaient psychologiquement pas en mesure d'assurer leur mission. C'est l'une de leurs principales fautes. Autre manquement essentiel : l'aide humanitaire promise n'est pas parvenue à la population civile dans sa quasi totalité. Le document mentionne également que les accusés avaient connaissance de l'intention des Serbes de Bosnie d'en-

vahir la zone de sécurité de Srebrenica en juillet 1995 mais qu'ils n'ont pas pris les dispositions nécessaires pour l'empêcher. Au moment de l'offensive, les positions militaires ont été abandonnées sans résistance par les troupes hollandaises de l'ONU.

La plainte stipule que toutes les demandes des habitants de la zone de sécurité pour récupérer les armes qui leur avaient été retirées par les troupes de l'ONU se sont heurtées à un refus. Ce refus était assorti de la promesse que les troupes de l'ONU défendraient Srebrenica. Quand les soldats serbes de Bosnie ont envahi la zone de sécurité, les troupes de l'ONU n'ont pas assuré la protection des civils bosniaques. L'accusation affirme aussi que les troupes hollandaises ont été les témoins de crimes de guerre qu'elles n'ont pas rapportés.

Les faits consignés dans la plainte sont en grande partie extraits de documents officiels. Le document principal est un rapport de trois mille pages établi par l'Institut Hollandais pour la Documentation de Guerre (NIOD) du 10 avril 2002.² Figurent aussi dans cette documentation l'enquête du Parlement hollandais³, un rapport du secrétaire général de l'ONU du 15 novembre 1999⁴ et le rapport d'une commission du Parlement français.⁵

Une chronologie des événements

Le 11 juillet 1995, l'armée serbe de Bosnie a conquis l'enclave de Srebrenica, qualifiée par l'ONU de « zone de sécurité » et entrepris d'assassiner des Musulmans bosniaques. Dix jours plus tard, le 21 juillet, le bataillon hollandais (Dutchbat) de la FORPRONU (la Force de protection des Nations Unies) a fui la région de Srebrenica pour se rendre à Zagreb. Le tribut payé à la mort a été d'au moins 6 à 8 000 personnes, plusieurs sources avançant des chiffres plus élevés, ce qui fait de cet épisode le plus grand assassinat de masse de civils en Europe depuis l'Holocauste.

L'assaut des Serbes a commencé le 6 juillet 1995 et il a duré six jours, jusqu'au 11 juillet 1995. Les exécutions de masse se sont poursuivies une semaine supplémentaire. La FORPRONU, son commandant français, les Nations Unies, et le gouvernement hollandais lui-même ont disposé d'un laps de temps considérable pour prendre la mesure de la situation, en rendre compte, et décider d'une intervention immédiate afin d'arrêter le carnage. Mais ils ne l'ont pas fait.

Bien qu'il faille du temps pour prendre la pleine mesure de l'ampleur des meurtres de masse, les troupes hollandaises qui avaient fui à Zagreb savaient que des otages bosniaques avaient été exécutés, et les rumeurs du génocide allaient bon train.⁶ Un rapport des Nations Unies, basé sur des comptes rendus hollandais, note par exemple : « au début de la soirée du 12 juillet un soldat du bataillon hollandais a vu environ 10 personnes conduites par deux soldats en

armes de l'armée serbe de Bosnie se diriger à l'ouest de la base du bataillon vers un chemin de terre. Des soldats du bataillon se sont rendus dans le secteur le 13 juillet et ont trouvé les cadavres de neuf hommes au bord d'un torrent. Ils avaient tous des traces de balles dans le dos au niveau du cœur. »⁷

Malgré tout, le commandant des forces terrestres hollandaises, le général Hans Couzy, décida que les soldats hollandais avaient droit à une soirée avec bière et musique. L'historien hollandais Henri Beunders a écrit un an après⁸ : « pendant que les Bosniaques pataugeaient jusqu'aux genoux dans le sang, les soldats hollandais se vautraient jusqu'aux chevilles dans la bière à Zagreb, sous les applaudissements du Prince [héritier] Willem Alexandre, [du premier ministre] Kok et [du ministre de la défense] Voorhoeve. »⁹ Parmi les soldats néerlandais il y avait des racistes extrémistes qui faisaient le salut nazi devant les Musulmans à Srebrenica.¹⁰

A partir des documents et des interrogatoires émanant des sources serbes, l'ONU tira par la suite la conclusion que les Serbes n'avaient au début que des objectifs limités, mais « ils décidèrent d'avancer jusqu'à Srebrenica où ils jugèrent que la FORPRONU n'était ni désireuse ni capable de les arrêter. »¹¹

En 2000, le maire de Srebrenica de l'époque, le musulman Nesib Mandzic, a déclaré au quotidien néerlandais *De Volkskrant* que le lieutenant-colonel Thom Karremans, commandant du bataillon hollandais, avait totalement oublié les Musulmans dont ses forces étaient censées assurer la protection.¹² Selon le rapport d'un fonctionnaire de l'ONU, jusqu'à 20 000 musulmans bosniaques ont été tués dans les « zones de sécurité » que l'ONU avait créées pour les protéger et dans leurs environs.¹³

Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan donna son point de vue cinq ans après le massacre de Srebrenica : « la tragédie de Srebrenica hantera pour toujours l'histoire des Nations Unies. Ce jour marque un massacre d'une échelle sans précédent en Europe depuis la deuxième guerre mondiale, le massacre d'un peuple à qui l'on avait fait croire que les Nations Unies assureraient sa sécurité. »¹⁴

Pourquoi avoir envoyé des soldats à Srebrenica ?

Quand on enquête sur l'attitude des Hollandais à propos de Srebrenica avant, pendant et après le génocide, la première question qui se pose est : pourquoi le gouvernement hollandais a-t-il envoyé des soldats dans l'ancienne Yougoslavie ? Une partie de la réponse est que les médias hollandais y étaient très favorables. L'opinion hollandaise, sous leur influence, a approuvé l'intervention en raison des preuves des atrocités qu'ils avaient vues sur leurs écrans de télévision. Le milieu politique hollandais avance aussi des arguments moraux pour expliquer cette décision.

Malgré tout, la question demeure : pourquoi le gouvernement hollandais a-t-il envoyé ses soldats, en particulier à Srebrenica ? Plusieurs pays avaient été sollicités avant eux pour remplacer les soldats canadiens qui y étaient postés : tous ont refusé. Les Néerlandais n'ont-ils pas réalisé qu'il était impossible de mettre en application la résolution 819 du Conseil de sécurité du 16 avril 1993, qui déclarait Srebrenica zone de sécurité ? La Commission Bakker du Parlement hollandais a conclu cinq ans plus tard que les décisions de participation aux missions de paix ont été souvent prises sur la base d'une information insuffisante et d'une communication déficiente entre les membres du gouvernement, les parlementaires, l'administration et l'état-major.¹⁵

En décembre 1993, les généraux hollandais ont affirmé au ministre de la défense de l'époque, Relus Ter Beek, membre du parti travailliste que déployer un bataillon hollandais à Srebrenica était une mission « chargée d'honneurs : pas simple, mais possible. »¹⁶ Ce n'est qu'après le massacre que des voix hollandaises ont commencé à se faire entendre pour dire que Srebrenica était d'emblée une « mission impossible ». Le général A. Van der Vlis, qui était alors chef d'état-major de Hollande (le poste le plus élevé de la hiérarchie militaire hollandaise), avait déclaré devant la Commission Bakker qu'il avait pensé à démissionner en 1993 au moment où le ministre Ter Beek avait exprimé le souhait d'envoyer des soldats à Srebrenica.¹⁷

Beaucoup d'ordres ont été donnés par de nombreux responsables de l'ONU et de l'OTAN sans tenir compte de leurs conséquences fatales prévisibles. Parmi ces responsables il y a le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, le sous-secrétaire pour les opérations de maintien de la paix Kofi Annan, et Yasushi Akashi, le délégué spécial de l'ONU dans l'ancienne Yougoslavie.

Dès les premiers massacres, ces hauts fonctionnaires de l'ONU ont su qu'ils ne pourraient pas mettre correctement en œuvre la mission définie par le Conseil de sécurité, pour laquelle ils ne disposaient pas des ressources nécessaires. Annan conclut dans son rapport de 1999 : « nous avons commis des erreurs impardonnables dans l'évaluation de l'ampleur du mal auquel nous faisons face, et c'est pour cela que nous n'avons pas réussi à protéger les habitants de Srebrenica contre cette attaque et ce massacre programmés. »¹⁸

Le fonctionnement en situation d'urgence

Les Hollandais se sont-ils comportés de façon appropriée en situation d'urgence ? La réponse ne peut là aussi qu'être négative. Au niveau politique, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir en 1994. Le socialiste Wim Kok a remplacé Ruud Lubbers du parti démocrate chrétien C.D.A. au poste de premier ministre. Dans ce cabinet, le libéral Joris Voorhoeve a pris les fonctions de

ministre de la défense. Il déclara ultérieurement, devant la Commission Bakker, qu'il savait depuis 1994 que l'enclave de Srebrenica ne pouvait pas être défendue.¹⁹ Le gouvernement hollandais savait aussi que les procédures de prise de décision au quartier général des Nations Unies comme au niveau du commandement étaient structurellement inadaptées.

De nombreux témoins entendus par la Commission Bakker se sont contredits. Voorhoeve a indiqué à la Commission qu'il n'avait jamais cru aux promesses des Nations Unies d'un soutien aérien aux troupes hollandaises de Srebrenica. Lubbers et l'ancien ministre des affaires étrangères Kooijmans déclarèrent eux, qu'ils avaient eu confiance dans les garanties de Boutros-Ghali. L'ancien ambassadeur néerlandais à l'ONU Niek Biegan a avancé que l'on ne pouvait pas conclure de la rencontre entre Lubbers et le secrétaire général qu'une garantie quelconque ait été donnée.²⁰ Le parlementaire Jan Dirk Blaauw, membre du V.V.D. (le parti libéral), a indiqué devant la commission que le Parlement hollandais avait cru que l'ONU accorderait son appui.²¹

Le premier ministre Kok resta au second plan pendant les journées critiques de juillet 1995 au lieu de prendre la direction d'une situation que le gouvernement hollandais aurait dû anticiper s'il avait fait preuve de diligence. Le journal *NRC Handelsblad* en conclut : « le manque de coordination dans le cas d'une crise comme celle de Srebrenica et du Kosovo est avéré à l'issue des auditions de la Commission Bakker. Kok n'a pas pris la direction des opérations en situation d'urgence. »²²

Le chercheur hollandais Norbert Both, qui a fait sa thèse de doctorat sur Srebrenica, a rapporté que les anciens ministres Ter Beek et Voorhoeve lui ont confié qu'entre 1990 et 1995 il n'y a jamais eu de discussion de fond dans le cabinet hollandais sur la situation politique aux Balkans. Il a ajouté : « la vraie question morale au sujet de Srebrenica, celle de la capacité effective des soldats hollandais de l'ONU de protéger la population musulmane de l'enclave, n'a jamais pesé sur la prise de décision. »²³

Peu de temps après le massacre de Srebrenica, Richard Holbrooke a été envoyé en Bosnie par le Président Bill Clinton avec le titre de négociateur en chef de l'Amérique. Après la chute de l'enclave, il avait recommandé l'emploi des moyens aériens contre les Serbes bosniaques à Srebrenica et ailleurs. Sa proposition a été rejetée par le Pentagone, et par les nations d'Europe occidentale qui avaient des troupes exposées en Bosnie. Holbrooke écrit : « De toutes part, on ressentait de la confusion face à la brutalité des Serbes de Bosnie. La première ligne de résistance à toute action était constituée par le gouvernement hollandais qui refusait d'autoriser les frappes aériennes tant que tous ses soldats ne seraient pas sortis de Bosnie....Pendant une semaine, j'ai appelé notre ambas-

sadeur en Hollande, Terry Dornbush, lui demandant de faire pression sur les Néerlandais pour qu'ils acceptent des frappes aériennes, mais en vain. Les autres pays Européens étaient au bout du rouleau ; ayant eux-mêmes des soldats exposés à des risques, ils n'étaient pas prêts à consentir à des actions qui pouvaient mettre en danger les Néerlandais. »²⁴

Le fiasco des militaires hollandais

Le commandement militaire hollandais sur le terrain a essuyé de nombreuses critiques. En ces jours mortels de juillet 1995, Mandzic, le maire de Srebrenica, participait aux négociations entre le général Serbe bosniaque Ratko Mladic et le commandant hollandais en tant que représentant des Musulmans bosniaques. Selon lui, Karremans, intimidé, subissait patiemment les monologues de Mladic.²⁵ Au cours de ces négociations, Karremans porta des toasts avec Mladic un verre de champagne à la main. Cette image devait devenir progressivement le symbole du fiasco hollandais.²⁶ L'éditorial d'un journal affirme que Karremans accepta également un cadeau du général pour son épouse.²⁷

Six jours après la chute de Srebrenica, le major R.A. Franken, l'adjoint de Karremans, a signé une déclaration selon laquelle les Serbes bosniaques avaient bien traité les réfugiés musulmans ; il affirma plus tard qu'il l'avait fait sous la contrainte. Franken a également déclaré devant le tribunal de la Haye sur la Yougoslavie qu'il savait ce qui arriverait aux Musulmans que les Serbes avaient capturés à Srebrenica.²⁸

Beaucoup d'autres personnes ont pensé la même chose. Phillip Corwin, le chef du bureau politique de l'ONU en Bosnie, écrivit dans son journal personnel le 12 juillet 1995 : « Aucun d'entre nous ne croit que la population musulmane de Srebrenica soit en sécurité. Les habitudes locales sont bien connues, et c'est un comportement commun aussi bien aux Croates qu'aux Musulmans. Les hommes en âge de porter les armes sont séparés de leurs familles, puis torturés, emprisonnés, exécutés. Des femmes sont violées. Les fosses communes sont creusées à la hâte pour dissimuler les preuves. »²⁹

Le rôle de la France

Les Français doivent aussi fournir de nombreuses explications. Dans ses déclarations devant une commission parlementaire française en janvier 2001, l'ancien premier ministre français Alain Juppé a prétendu que les Hollandais s'étaient opposés au sauvetage de l'enclave. L'ancien ministre des affaires étrangères hollandais Hans van Mierlo a nié cette affirmation, soutenant que jusqu'à la chute de l'enclave, les Néerlandais avaient demandé aux Nations Unies de lancer des bombardements aériens contre les Serbes bosniaques. Il a ajouté que ceux-

ci ont été refusés par le général français Bernard Janvier, commandant des troupes de la FORPRONU dans l'ancienne Yougoslavie, pour les raisons qui demeurent obscures.³⁰

En décembre 2000, l'organisation humanitaire française Médecins Sans Frontières a publié un document « confidentiel » de l'ONU dans lequel le représentant spécial de l'ONU en Yougoslavie, Yasushi Akashi relate à Kofi Annan sa rencontre du 17 juin 1995 à Belgrade avec le dirigeant yougoslave Slobodan Milosevic. Selon le quotidien français *Libération*, ce document suggère que Chirac avait promis à Milosevic que les bombardements aériens s'arrêteraient en échange de la libération des otages de l'ONU en Bosnie.³¹ En fait, le contenu du câble confidentiel d'Akashi était déjà bien connu depuis le début de 1997.³²

Au cours de l'enquête parlementaire française, l'hebdomadaire britannique *The Observer* écrit : « il y a bonne raison de suspecter que les gouvernements français et hollandais, qui étaient censés assurer »un havre de sécurité« en Bosnie orientale, dissimulent activement leurs responsabilités dans le plus grand massacre qui a eu lieu en Europe depuis la deuxième guerre mondiale. »³³

Les Néerlandais étaient-ils impartiaux ?

Le rapport Bakker inflige de nombreux blâmes aux Serbes bosniaques ; pourtant la question de savoir si les soldats hollandais étaient impartiaux reste posée. Le 23 juillet, après l'arrivée par avion de leurs troupes à Zagreb, les autorités hollandaises ont organisé une conférence de presse où leurs représentants se contredirent. L'historien hollandais Ed Ribbink considère que Karremans était pro-Serbe. Il a écrit qu'il « avait été envoyé pour protéger les Musulmans. Cependant, il a montré sur place qu'il était un admirateur du chef des Serbes bosniaques, le général Mladic, qu'il avait qualifié de ' brillant stratège '. »³⁴

Ribbink ajoutait que Karremans avait prétendu que les Musulmans eux-mêmes étaient en grande partie responsables de la chute de l'enclave : ils avaient provoqué les Serbes par des raids nocturnes depuis Srebrenica et avaient été trop lâches pour se défendre eux-mêmes. « Avant sa diffusion, le texte de Karremans avait été approuvé par les responsables des relations publiques du ministère hollandais de la défense. »³⁵ Ribbink écrivait de plus : « les journalistes pourront à peine croire ce message : selon Karremans, Mladic était le type bien, les Musulmans étaient les sales types. »

Quant au commandant des forces terrestres hollandaises, le Général Couzy, il a maintenu lors de la même conférence de presse, « qu'aucun génocide n'avait été trouvé [eu lieu] là-bas, alors que les membres du bataillon hollandais avaient déjà déclaré devant Couzy à Zagreb qu'ils avaient été personnellement les témoins de ses résultats. »³⁶ Toutefois, à cette même conférence de presse,

le ministre Joris Voorhoeve admit le génocide et le condamna. Il prétendit que seul Karremans avait une vision erronée des Serbes.

La conclusion de Ribbink est différente : « Karremans était commandant du bataillon hollandais. Son attitude et ses prises de parti ont déteint sur le bataillon entier, un bataillon dépourvu de carburant et de rations de secours, en attente d'une relève qui ne venait pas. Ses membres étaient furieux contre les Musulmans en raison de la mort de van Rensen un soldat du bataillon. Ils ne voulaient qu'une chose : rentrer chez eux. Pourquoi les membres du bataillon se comporteraient-ils comme des héros quand leur commandant choisit si ostensiblement le parti adverse ? »³⁷

Des exemples de moralité ?

Une autre question reste posée : les Néerlandais ont-ils eu le comportement que l'on peut attendre d'une force de maintien de la paix sous la bannière, humanitaire en principe, des Nations Unies ? Cinq ans après les événements, le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* a rapporté que le Lt.-General Ad van Baal, qui devait prendre le commandement des forces terrestres hollandaises n'avait pas suffisamment analysé la conduite contestable des soldats hollandais à Srebrenica avant le massacre.³⁸

En mai 1995, en tant que commandant adjoint des forces terrestres hollandaises, on lui avait demandé d'étudier des plaintes déposées contre le bataillon hollandais. Les troupes hollandaises étaient accusées entre autres d'avoir payé des femmes des environs pour avoir des rapports sexuels. Le rapport de Van Baal concluait que c'était faux : sa recherche était exclusivement basée sur un fax de Karremans niant cette accusation. Le journal *NRC Handelsblad* vient de citer un officier haut-placé anonyme, qui a dit que les militaires hollandais n'avaient pas tenté honnêtement de faire la lumière sur la question.³⁹

En mars 2001, on a permis à trois soldats du bataillon hollandais de payer une amende de 200 dollars environ afin d'éviter des poursuites pour des comportements d'extrême droite à l'encontre de Musulmans de Srebrenica. Les soldats avaient fait le salut hitlérien, et s'étaient proménés avec des t-shirts où l'on voyait l'image d'un soldat des Nations Unies tenant un enfant musulman par la gorge. Cinq cas semblables n'ont pas été poursuivis.⁴⁰

Les enquêtes des autorités judiciaires hollandaises sur ces provocations d'extrême droite n'ont débuté qu'en 1999, après la transmission de documents aux autorités judiciaires à l'initiative du nouveau ministre de la défense Frank de Grave : les services de renseignement militaires les avaient en leur possession depuis 1996 mais ils avaient été bloqués par son prédécesseur Voorhoeve.

De Grave a également publié un rapport en décembre 1999 sur les interrogatoires de l'unité Dutchbat menés par une équipe spéciale du ministère de la défense en automne 1995. Le rapport établit clairement *entre autres*, que plusieurs soldats hollandais avaient échangé des armes et des pièces de leurs uniformes avec des Serbes et des Musulmans. Des rangers ont été vendus pour 150 à 250 dollars.⁴¹

En 2001, on a appris que des procureurs hollandais avaient enterré le dossier d'un soldat hollandais de l'ONU qui avait été forcé en 1994 par des policiers serbes bosniaques d'exécuter un criminel local.⁴²

Est aussi venue à la surface l'histoire de la pellicule sur laquelle un soldat néerlandais avait photographié cinq musulmans assassinés à Srebrenica. La pellicule avait été donnée à un officier néerlandais en 1994 et « avait disparu. » Cet officier a été condamné en 2001 de payer environ 200 dollars aux autorités légales néerlandaises, pour éviter des poursuites pour destruction de preuves.⁴³

Cette histoire ne doit pas être confondue avec d'autres, plus connues. Un soldat du bataillon néerlandais du nom de Rutten affirme avoir photographié le 13 juillet 1995 un soldat hollandais en train d'aider à séparer les hommes des femmes et des enfants bosniaques (qui ont été ensuite emmenés par les Serbes et qui ont « disparu » ou été assassinés). La pellicule a été envoyée au laboratoire du ministère de la défense, mais son développement a été raté.⁴⁴

En 1998, *NRC Handelsblad* a écrit que Voorhoeve avait reçu en 1995 des informations d'une unité militaire néerlandaise d'enquête sur l'aide apportée aux Serbes par les soldats néerlandais dans le tri des prisonniers musulmans. Voorhoeve ne les a pas rendues publiques.⁴⁵ Cependant, le 20 octobre 1995, le même quotidien citant celui qui était alors le chef d'état-major de l'ONU en Bosnie, le général néerlandais C. Nicolai, écrit : « le bataillon néerlandais avait reçu pour instruction "d'aider" aux déportations, parce qu'il valait mieux aider à effectuer un tri ethnique qu'être spectateur d'un meurtre ethnique. Le 27 juillet 1995, le ministre Voorhoeve écrivit au parlement qu'il avait donné l'ordre au commandant Karremans du bataillon néerlandais de "ne pas aider de quelque façon que ce soit la purification ethnique". »⁴⁶

La lenteur des enquêtes néerlandaises

Le parlement néerlandais n'a évoqué les événements de Srebrenica qu'en septembre 1995, alors que l'on disposait d'informations sur le génocide depuis déjà des semaines. Le parlementaire Hoekema du parti D66 l'a admis devant la Commission Bakker en disant que, finalement, « nous avons attendu en respectant trop d'obligations de forme, le bon moment pour la consultation. »⁴⁷ Les enquêtes de plus grande ampleur sur le génocide furent très lentes à démar-

rer. En 1996, le NIOD a reçu l'ordre de mettre en chantier la principale enquête sur Srebrenica. Il a fallu attendre sept ans après le massacre pour que le travail soit achevé. Comme on l'a vu, les résultats des recherches sur les manquements des soldats néerlandais aux règles de conduite avant la chute de l'enclave ont été cachés au public jusqu'en 1999.

C'est seulement en 2000, soit cinq ans après le génocide, que le Parlement néerlandais a nommé une commission *ad hoc*, présidée par le parlementaire Bert Bakker du parti D66, positionné au centre-gauche et membre du gouvernement, pour analyser la participation néerlandaise dans diverses missions de l'ONU.⁴⁸ Son rapport, publié en 2000, comporte plus de 500 pages⁴⁹ auquel il faut ajouter des annexes encore plus volumineuses.⁵⁰ Lorsque le rapport NIOD a été achevé en 2002/2003, une Commission parlementaire d'enquête, à nouveau dirigée par Bakker, a entamé ses travaux sur l'affaire. Lorsqu'après tant d'années le rapport de NIOD a été finalement publié, le gouvernement Kok démissionnait le 16 avril 2002.⁵¹ Cette démission n'était pas liée à la tenue des élections parlementaires qui avaient déjà été annoncées pour le 15 mai ; il s'agissait plutôt d'un acte symbolique. Deux ministres néerlandais ont contesté l'une des principales conclusions du rapport. Els Borst, vice-premier ministre du cabinet Kok a relevé que, selon le rapport de NIOD, le gouvernement néerlandais n'avait pas prévu l'assassinat collectif des hommes musulmans restés à l'intérieur de la zone. Elle s'est insurgée : « Nous savions que les hommes et les femmes avaient été séparés. Cela signifie en général que les hommes vont être emprisonnés. Connaissant Mladic cependant, il était vraisemblable qu'il se dise : "je peux facilement éliminer sept mille futurs soldats maintenant". »⁵² Plus tard, devant la commission parlementaire, le ministre du développement et de la coopération du cabinet Kok, Jan Pronk était, si la chose est possible, encore plus clair. Il a déclaré : « Le rapport NIOD est dans l'erreur lorsqu'il conclut que personne ne pouvait prédire le meurtre des 7 500 hommes musulmans ».⁵³

Il est tout aussi remarquable que personne n'ait été puni. Karremans déjà en 1996⁵⁴ et Franken en 2001 ont reçu une promotion.⁵⁵ Les soldats néerlandais ont obtenu longtemps après, en 2006, une attestation en reconnaissance de leur service à Srebrenica.⁵⁶ Le général van Baal, qui avait démissionné en 2002 du commandement de l'armée de terre néerlandaise sous la pression politique, a été réintégré en 2003. Aucun des politiciens impliqués n'a été exclu de quelque fonction publique que ce soit, et cette hypothèse n'a d'ailleurs même pas été envisagée.

Où étaient les intellectuels ?

Les médias néerlandais qui avaient été dans un premier temps des partisans si enthousiastes d'une intervention néerlandaise, n'ont pas manifesté beaucoup

d'intérêt pour les événements de Srebrenica avant et pendant la tuerie. Ils auraient certainement pu découvrir de leur côté s'ils l'avaient voulu les comportements fautifs des soldats néerlandais de l'ONU.

Ayant appris l'existence de ces massacres, la population néerlandaise et ses intellectuels n'ont pas demandé une enquête. Il a fallu cinq ans pour qu'une quarantaine d'écrivains et de journalistes rédigent une lettre ouverte, dans laquelle ils accusaient : « le retour sains et saufs des soldats néerlandais était plus important que l'exécution de leur mission essentielle : la protection de la population et des réfugiés. » Ils ajoutaient que de nombreuses questions fondamentales et douloureuses demeuraient sans réponse : « les politiciens néerlandais se ferment les yeux et se bouchent les oreilles dans l'espoir que l'orage se calmera. Avons-nous si peur de la vérité que nous n'osons pas la voir ? »⁵⁷

« Nous [les néerlandais] sommes toujours les premiers pour montrer du doigt les échecs des autres, mais nous restons discrets quand il s'agit de reconnaître nos propres erreurs, » a écrit l'historien Thomas von der Dunk, trois ans après le génocide.⁵⁸ Rob de Wijk, un expert néerlandais de la Défense, a proposé une autre manière de voir les choses : « Les hommes politiques néerlandais ne savent pas ce qu'ils peuvent faire contre la violence absurde dans les rues [des Pays-Bas], mais ils ont immédiatement des solutions aux problèmes qui se posent à l'échelle mondiale. »⁵⁹

Le comportement néerlandais peut aussi être analysé sous un autre angle. Rien ne s'imprime dans la mémoire des Pays-Bas. Il ne s'agit pas seulement de l'incapacité totale de ce pays d'empêcher le génocide de Srebrenica. On le retrouve à propos des comportements inavouables liés à la période coloniale des Pays-Bas, où le nombre d'Indonésiens tués a été beaucoup plus élevé que le nombre de Yougoslaves disparus au cours des guerres des années 90. Par ailleurs, les autorités néerlandaises ont considérablement aidé les occupants allemands à arrêter et à envoyer à la mort plus de 100 000 Juifs au cours de la deuxième guerre mondiale ; les efforts du gouvernement en exil des Pays-Bas en faveur de ses citoyens juifs persécutés ont été minimes. Le mythe du Néerlandais gentil et inoffensif est faux, mais les relations publiques du pays sont excellentes.

Il n'est pas évident que le procès intenté contre l'État des Pays-Bas sera considéré comme recevable par la Justice néerlandaise. Si c'était le cas, une partie au moins des manquements néerlandais à Srebrenica serait publiquement mise en lumière, mieux que ne pourrait y parvenir un débat d'historiens. Dans le cas inverse, on pourra recourir à des instances judiciaires alternatives comme la Cour Européenne. Cela ferait beaucoup de publicité négative pour les Pays Bas. Le gouvernement néerlandais aurait tout intérêt à arriver rapidement à un accord avec ceux qui ont porté plainte.

notes

1. Voir le site web de Van Diepen Van der Kroef : bussum.digicity.nl/Advocaten/VanDiepenvanderKroef-1077154213id.html
2. NIOD, Srebrenica, een 'veilig'gebied, (Amsterdam, Boom, 2002). [Néerlandais]
3. Enquête Parlementaire, www.regering.nl/actueel/dossieroverzicht/42_11339.jsp [Néerlandais]
4. Nations Unies, Assemblée générale, rapport du secrétaire général conformément à la résolution 53/55 de l'Assemblée générale. La chute de Srebrenica, 15 novembre 1999 daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N99/348/76/IMG/N9934876.pdf?OpenElement
5. Rapport d'information déposé par la mission d'information commune sur les événements de Srebrenica, 22 Novembre 2001, www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/024000015/index.shtml, [Français]
6. Rapport de la Commission Bakker, 2000, 200. [Néerlandais]
7. Nations Unies, Rapport du secrétaire général, *op. cit.* section 342.
8. Henri Beunders, « Het verloren vaderland, » *NRC Handelsblad*, 13 juillet 1996. [Néerlandais]
9. Quand on observe rétrospectivement, cinq années plus tard, on remarque que le premier ministre hollandais Wim Kok a essayé d'atténuer la mauvaise impression provoquée par la « partie » de Zagreb. Il a dit, par l'intermédiaire de son secrétaire général, qu'il avait demandé au ministre de la défense de tenir une réunion sobre. Il a admis qu'il y avait eu de la musique forte « sur une partie du terrain et que le commandant des forces terrestres, le Général Couzy, l'avait organisé à sa façon. » Rapport Bakker, *op. cit.*
10. villa.intermax.nl/wob/interviews/dutchbat/dutchbat040705.htm
11. Nations Unies, Rapport du secrétaire général, *op. cit.*
12. *Volkskrant*, 7 Novembre 2000. [Néerlandais]
13. Nations Unies, Rapport du secrétaire général, *op. cit.*
14. Nations Unies, Communiqué de Presse SG/SM/7489, 10 Juillet 2000.
15. « Conclusie van commissie Bakker : vredesmissie slecht voorbereid, » *NRC Handelsblad*, 4 septembre 2000. [Néerlandais]
16. Rapport Bakker, *op. cit.* 146.
17. « Topmilitair overwoog op te stappen, » *NRC Handelsblad*, 23 Mai 2000.
18. Nations Unies, Rapport du secrétaire général, *op. cit.*
19. « Voorhoeve voor commissie Bakker : Srebrenica was niet te beschermen » *NRC Handelsblad*, 31 Mai 2000. [Néerlandais]
20. Cees Banning, Petra de Koning, « Onduidelijkheid over rol VN. » *NRC Handelsblad*, 30 Mai 2000, [Néerlandais]
21. « Voorhoeve voor commissie Bakker : Srebrenica was niet te beschermen »
22. Cees Banning, Petra de Koning, « Weinig nieuws in verhoren over Srebrenica, » *NRC Handelsblad*, 9 Juin 2000. [Néerlandais]
23. Cees Banning, Petra de Koning « Nederland wist 't beter in Bosnie, » *NRC Handelsblad*, 31 Août 2000. [Néerlandais]

24. Richard Holbrooke, *Pour finir une guerre*, (New York : Random House, 1998) 70.
25. *Volkskrant*, 7 Novembre 2000. [Néerlandais]
26. «Het Srebrenica-Insigne » *NRC Handelsblad*, 4 Décembre 2006. [Néerlandais]
27. *NRC Handelsblad*, 16 Novembre 1999. [Néerlandais]
28. «Franken toch bevorderd, » *NRC Handelsblad*, 11 Janvier 2001. [Néerlandais]
29. Phillip Corwin, *Un mandat douteux : Un mémoire sur l'ONU en Bosnie, été 1995* (Durham : Duke University Press, 1999) 212.
30. « Juppé : Nederland wilde geen hulp in Srebrenica, » *NRC Handelsblad* 25 Janvier 2001. [Néerlandais]
31. *Libération*, 22 Décembre 2000. [Français]
32. Cité in extenso dans *Basic Reports*, British American Security Information Council, 11 Février 1997, numéro 56, 2.
- To : Annan, UNations, New York
 INFO : Gharekhan, UNations, New York
 Stoltenberg, ICFY, Geneva
 FROM : Akashi, UNPF-HQ, Zagreb
 DATE : 19 June 1995
 NUMBER : Z-1020
 SUBJECT : Discussions with President Milosevic - 17 June 1995
- Au cours de nos discussions sur les frappes aériennes, Milosevic a déclaré qu'il avait été informé par le président Chirac de l'accord du président Clinton pour que les attaques aériennes ne soient pas lancées sans l'agrément de Chirac. Milosevic a ajouté que Chirac a également déclaré qu'il ne pensait pas que la force de réaction rapide soit jamais utilisée, mais que sa création pouvait aider à mettre des négociations sur les rails. En dépit de ces assurances, Milosevic craignait surtout que la force de réaction rapide ne soit exploitée par le gouvernement bosniaque pour provoquer une intervention internationale. J'ai déclaré que le ministre Muratovic avait été très froid au sujet de la venue de la force, insistant sur le fait qu'un arrangement séparé avec le gouvernement était nécessaire. J'ai également souligné que la réserve serait une partie intégrante des forces des Nations Unies, qu'elle obéirait aux principes des opérations de maintien de la paix et demeurerait impartiale comme il est stipulé dans la résolution 998 (1995).
33. *The Observer*, 22 Avril 2001.
34. Ed Ribbink, « Leiding Dutchbat was pro-Servisich, » *NRC Handelsblad*, 17 Août 1998. [Néerlandais]
35. *Ibid*
36. Thomas von der Dunk « Srebrenica toont moreel failliet, » *NRC Handelsblad*, 22 Août 1998. [Néerlandais]
37. Ed Ribbink, « Leiding Dutchbat was pro-Servisich, » *NRC Handelsblad*,
38. Steven Derix, Floris Van Straten, « Onderzoek Dutchbat mager, » *NRC Handelsblad*, 26 Mars 2001. [Néerlandais]
39. *Ibid*

40. « Boete vervangt strafvervolging Dutchbatters, » *NRC Handelsblad*, 20 Mars 2001. [Néerlandais]
41. « Het Feitenrelaas : een opsomming, » *NRC Handelsblad*, 22 Décembre 1999. [Néerlandais]
42. *NRC Handelsblad*, 21 Mars 2001. [Néerlandais]
43. *De Telegraaf*, 20 Juin 2001. [Néerlandais]
44. *Ibid.*
45. J.M. Bik, Guido de Vries, « Hamvragen uit het 'Srebrenica'-dossier, » *NRC Handelsblad*, 13 Août 1998. [Néerlandais]
46. Frank Westerman, « het Nederlands motto : geen weerstand, geen provocatie ; Gezuiverd door Dutchbat, » *NRC Handelsblad*, 21 Octobre 1995. [Néerlandais]
47. « Debat over Srebrenica veel te laat, » *NRC Handelsblad*, 5 Juin 2000. [Néerlandais]
48. Les autres partenaires de la coalition étaient le parti travailliste et les libéraux du VVD.
49. Tijdelijke (Kamer) Commissie Besluitvorming Uitzendingen.
50. « La Commission de Bakker a lu "400 mètres d'archives" » *NRC Handelsblad*, 20 Mai 2001. [Néerlandais]
51. « Integrale tekst van de verklaring van Premier Kok, » *Volkskrant* 16 Avril 2002. [Néerlandais]
52. « Het was ons allen in de bunker bang om het hart. » *Volkskrant*, 18 Avril 2002. [Néerlandais]
53. Steven Derix, Floris van Straten, « De situatie in Srebrenica was als oorlog te zien, » *NRC Handelsblad* 21 Novembre 2002 [Néerlandais]
54. Geert van Asbeck, Petra de Koning, Guido de Vries, « Sukkels, » *NRC Handelsblad*, 29 Août 1998. [Néerlandais]
55. « Franken toch bevorderd. »
56. Karin de Mik, « Dutchbat 'krijgt een stuk erkenning', » *NRC Handelsblad*, 4 Decembre 2006. [Néerlandais]
57. « Schrijvers, Srebrenica en de nationale schande, » *NRC Handelsblad*, 11 Juillet 2000. [Néerlandais]
58. Thomas von der Dunk « Srebrenica toont moreel failliet. »
59. *NRC Handelsblad*, 20 May 2000. [Néerlandais]